

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-046

DU 28 JANVIER 2022

CHOOSE PARIS REGION, CHALLENGES IA SANTÉ ET AUTRES DOSSIERS ÉCONOMIQUES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement modifié par les règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE L337/1 du 14 octobre 2020 relatif aux aides « de minimis SIEG » accordées aux entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de commerce ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CR 56-08 du 17 octobre 2008 relative à « l'enseignement supérieur, recherche, innovation » ;

VU la délibération n° CR 03-14 du 13 février 2014 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : création de Paris Région Entreprises ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du Schéma régional de

développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CP 15-519 du 9 juillet 2015 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité

VU la délibération n° CP 16-643 du 16 novembre 2016 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 adoptant la convention d'objectifs et de moyens de Paris Région Entreprises ;

VU la délibération n° CP 2019-163 du 19 mars 2019 relative au Soutien de la Région aux grands projets de R&D ;

VU la délibération n° CP 2020-010 du 31 janvier 2020 relative au soutien à Choose Paris Region, anciennement dénommée Paris Région Entreprises – 1ère affectation 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 relative aux diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-276 du 22 juillet 2021 portant sur les filières et l'innovation

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 portant prolongation de la convention d'objectifs et de moyens (COM) de Choose Paris Region et affectation d'une dotation d'investissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022.

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-046 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à Choose Paris Region

Décide d'attribuer à Choose Paris Region, la première affectation de la subvention globale de fonctionnement soit 6 405 700 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 6 405 700 € prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101301 « Paris Région Entreprises (PRE) », du budget régional 2022.

Article 2 : Challenge IA santé

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien de la Région aux grands projets de R&D », au financement des projets ChoTherIA et CaPrICoRN décrits dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions réparties comme suit :

Partenaires	Type	Assiette de l'aide	Taux d'aide	Montant maximum de la subvention €
Guerbet	ETI	1 282 170,72	39,00%	500 000
Assistance Publique - Hopitaux de Paris (APHP)	Laboratoire de recherche	302 050	33,11%	100 000
Magic Lemp	PME	1 123 844,00	44,49%	500 000
Institut Curie	Laboratoire de recherche	100 000	100,00%	100 000
TOTAL		2 808 064,72		1 200 000,00

Subordonne le versement des subventions à la signature des conventions types figurant en annexe 2 à la présente délibération pour les établissements de recherche, et en annexe 3 pour les entreprises, et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 200 000 € au titre du dispositif « Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation », prélevée sur le Chapitre 909 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », Programme HP 92-005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité », Action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date figurant dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération par dérogation à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : Projet Box Innov Santé

Décide de retirer la subvention n°21002036 attribuée à Association Incubateur Paris Biotech Santé par délibération CP 2020-C33 du 18 novembre 2020, à hauteur de 55 890 €.

Désaffecte un montant de 55 890 € de l'autorisation de programme prélevée sur le chapitre 909 « action économique », code fonctionnel 92 « recherche et innovation », programme HP 92-005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2020.

Décide de participer, au titre du dispositif « Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets », au financement du projet Box Innov Santé présenté en annexe 4 à la présente délibération, par l'octroi d'une subvention d'un montant maximum de 55 890 € à Association Incubateur Paris Biotech Santé.

Approuve la convention jointe en annexe 5 à la présente délibération. Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 55 890 € au titre du dispositif « Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets », disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 92 « recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date figurant dans les fiches projets en annexe 4 à la délibération par dérogation à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

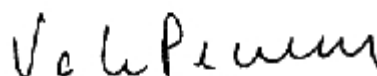
Article 4 : Transfert de subvention

Décide de transférer 128 655,54€ à la société GEXPERTISE SAS pour le projet HappyHand2 correspondant au reliquat de la subvention accordée par délibération n° CP 15-519 du 9 juillet 2015 susvisée, à la société GEXPERTISE Conseil.

Approuve l'avenant de transfert à la convention n°15012438 présenté en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à GEXPERTISE SAS à la signature de l'avenant susvisé, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1141222-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches Projets Challenge AI for Health

DOSSIER N° 22001093 - Challenge AI Santé Projet ChoTherIA - Soutien AP-HP

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 909-92-204181-192005-400

Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	302 050,00 € HT	33,11 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AP-HP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS
Adresse administrative : 3 AVENUE VICTORIA
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Madame Stephanie DECOOPMAN, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'objectif du projet consiste à développer une méthode de prédiction du profil moléculaire du cholangiocarcinome à partir de données d'imagerie standard préopératoire. Ceci permettra de construire une puissante solution logicielle de soutien à la décision thérapeutique, avec le potentiel de guider les cliniciens vers la thérapie la plus adaptée au patient et ainsi améliorer la personnalisation du traitement des patients atteints d'un cholangiocarcinome. Le projet se déploiera selon les phases suivantes, d'ambition clinique croissante en termes de recherche translationnelle à partir des imageries médicales pré-opératoires :

- 1er objectif : prédiction de critères radiologiques et anatomo-pathologiques pour les patients réséqués,
- 2nd objectif : prédiction du pronostic post-opératoire des patients réséqués (survie sans rechute, survie globale),
- 3ème objectif : prédiction du profil RNA seq identifié sur les pièces opératoires pour les patients réséqués,
- 4ème objectif : prédiction du profil des anomalies moléculaires identifiées sur les pièces opératoires par séquençage ADN pour les patients réséqués,
- 5ème objectif (non pris en compte dans le budget) : validation de la valeur de cette prédiction pour les tumeurs métastatiques diagnostiquées sur biopsie ou pièce opératoire.

Ressources. Afin d'atteindre cet objectif, Guerbet et APHP allient leurs forces complémentaires. Un saut

quantitatif en termes de nombre de données d'imagerie de cholangiocarcinome sera permis par l'entrepôt de données de santé de l'APHP, unique au monde par sa dimension. De son côté, Guerbet contribuera au projet par sa large base d'imagerie hépatique, non-spécifique aux cholangiocarcinomes mais dont les diverses et nombreuses lésions ont été annotées. La réunion de ces deux bases de données permettra un saut qualitatif en termes de technologie d'intelligence artificielle, construisant sur les derniers développements des techniques de « transfer learning ». Le projet nécessitera enfin le séquençage génétique des échantillons correspondant aux données d'imagerie de cholangiocarcinomes récupérées dans l'entrepôt de données de santé de l'APHP, afin de servir de référence pour la calibration des algorithmes d'apprentissage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de développement	302 050,00	100,00%
Total	302 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	202 050,00	66,89%
Subventio Régionale	100 000,00	33,11%
Total	302 050,00	100,00%

Projet CHOTHERIA - Bénéficiaire AP-HP

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Ingénieurs et cadres	42,15 €	2 303	97 050,00 €
1b	Techniciens			
1c	Ouvriers et opérateurs			
1d	Designers, ergonomes			
1e	Autres personnels d'appui au projet			
Total T1 :				97 050,00 €
Contribution propre ne donnant pas lieu à demande de financement		Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
xx	Ingénieurs et cadres	45,35 €	1 806	81 900,00 €
	Dont : DSI - I&D : Engineer - Martin HILKA	48,84 €	258	12 600,00 €
	DSI - I&D : Engineer - Aurélien MAIRE	45,35 €	516	23 400,00 €
	DSI - I&D : PH - Dr Christel DANIEL	48,84 €	258	12 600,00 €
	DSI - I&D : Engineer - Stéphane BREANT	45,35 €	258	11 700,00 €
	DSI - I&D : Engineer - Cendrine BAUDOUIN	41,86 €	516	21 600,00 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	
2b	Achats consommés ou incorporés	10 500,00
	Dont : OMICs : Kits extractions/consommables	10 000,00
	URC Mondor : Fournitures et envoi enveloppes T	500,00
Total T2 :		10 500,00

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Propriété intellectuelle	
3b	Etude juridique	
3c	Etude de faisabilité	
3d	Etude de marché	
3e	Design	
3f	Recherche de partenaires	
3g	Laboratoires ou centres techniques	
3h	Autres prestations et sous-traitances	500,00
	Dont : OMICs : Transport échantillons biologiques (blocs)	500,00
Total T3 :		500,00

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	55 000,00
	Dont : DSI - I&D : Infrastructures certifiées HDS pendant la durée du projet - 3ans; Capacités de calcul basée sur GPU Espace Jupyter - injection csv (séquençage - label); Stockage : 0,08*3*12*260 (HT); Serveur (annotation+IA) : 2500*18 (HT); Total : 45 750 (HT) ; 55 000 (TTC)	55 000,00
Total T4 :		55 000,00

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a	OMICs : Séquençage ARN/ADN (119000€) + 3' RNA Sequencing (20000€)	139 000,00
5b		
5c		
5d		
5e		
Total T5 :		139 000,00

Total des dépenses prévues		T1 +...+ T5 =	302 050,00
		Taux d'intervention	33,11%
		Subvention Régionale	100 000

DOSSIER N° 22001095 - Challenge IA Santé - Projet ChoTerIA - Soutien à Guerbet

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400

Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	1 282 170,72 € HT	39,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GUERBET
Adresse administrative : 15 RUE DES VANCESSES
95700 ROISSY CH DE GAULLE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur François Nicolas

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'objectif du projet consiste à développer une méthode de prédiction du profil moléculaire du cholangiocarcinome à partir de données d'imagerie standard préopératoire. Ceci permettra de construire une puissante solution logicielle de soutien à la décision thérapeutique, avec le potentiel de guider les cliniciens vers la thérapie la plus adaptée au patient et ainsi améliorer la personnalisation du traitement des patients atteints d'un cholangiocarcinome. Le projet se déploiera selon les phases suivantes, d'ambition clinique croissante en termes de recherche translationnelle à partir des imageries médicales pré-opératoires :

- 1er objectif : prédiction de critères radiologiques et anatomo-pathologiques pour les patients réséqués,
- 2nd objectif : prédiction du pronostic post-opératoire des patients réséqués (survie sans rechute, survie globale),
- 3ème objectif : prédiction du profil RNA seq identifié sur les pièces opératoires pour les patients réséqués,
- 4ème objectif : prédiction du profil des anomalies moléculaires identifiées sur les pièces opératoires par séquençage ADN pour les patients réséqués,
- 5ème objectif (non pris en compte dans le budget) : validation de la valeur de cette prédiction pour les tumeurs métastatiques diagnostiquées sur biopsie ou pièce opératoire.

Ressources. Afin d'atteindre cet objectif, Guerbet et APHP allient leurs forces complémentaires. Un saut quantitatif en termes de nombre de données d'imagerie de cholangiocarcinome sera permis par l'entrepôt

de données de santé de l'APHP, unique au monde par sa dimension. De son côté, Guerbet contribuera au projet par sa large base d'imagerie hépatique, non-spécifique aux cholangiocarcinomes mais dont les diverses et nombreuses lésions ont été annotées. La réunion de ces deux bases de données permettra un saut qualitatif en termes de technologie d'intelligence artificielle, construisant sur les derniers développements des techniques de « transfer learning ». Le projet nécessitera enfin le séquençage génétique des échantillons correspondant aux données d'imagerie de cholangiocarcinomes récupérées dans l'entrepôt de données de santé de l'APHP, afin de servir de référence pour la calibration des algorithmes d'apprentissage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de R&D	1 282 170,72	100,00%
Total	1 282 170,72	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Propres	782 170,72	61,00%
Subvention Région (sollicitée)	500 000,00	39,00%
Total	1 282 170,72	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche industrielle

ChoTerIA - Soutien à Guerbet

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Chief Digital Officer	70 €	258	18 060,00 €
1b	VP Regulatory Affairs	70 €	258	18 060,00 €
1c	Legal and Patent expert	70 €	325	22 750,00 €
1d	Commercial Manager	70 €	325	22 750,00 €
1e	Data Manager	44.19	1 032	45 604,08 €
1f	AI Technical Leader	57.44	1 032	59 278,08 €
1g	AI post-PhD Researcher	44.19	3 440	152 013,60 €
1h	Software Developer	44.19	2 800	123 732,00 €
1i	CIFRE PhD Researcher	30.93	5 169	159 877,17 €
1j	Project Leader	48.60	3 440	167 184,00 €
Total T1 :				789 308,93 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	157 861,79
Total T2 :		157 861,79

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Advisory board Key Opinion Leaders	25 000,00
3b	Sous-traitance APHP collecte de données supplémentaires	200 000,00
3c	Collaboration supervision académique thèse CIFRE	60 000,00
Total T3 :		285 000,00

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Cloud Azure infrastructure	10 000,00
4b	Virtual machines with GPU for algorithm training	20 000,00
Total T4 :		30 000,00

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a	Patent costs	20 000,00
Total T5 :		20 000,00

Total des dépenses prévues		T1 +...+ T5 =	1 282 170,72
		Taux d'intervention	39,00%
		Subventio Régionale	500 000

DOSSIER N° 22001098 - Challenge AI for Health - Projet CaPrCoRN - Soutien à l'institut Curie

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400

Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	100 000,00 € HT	100,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT CURIE PRESIDENCE
Adresse administrative : 26 RUE D'ULM
75005 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Thierry PHILIP, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les partenaires souhaitent avancer aussi vite que possible sur le projet afin de pouvoir offrir un meilleur diagnostic et de meilleurs traitements aux patients dans les meilleurs délais + positionnement marché

Description :

Le projet CaPrCoRN (Calibration de Protocoles d'Immunothérapie Construits par Réseaux de Neurones) de collaboration entre l'Institut Curie et Magic LEMP a pour objet l'étude des possibilités apportées par l'intelligence artificielle dans le domaine de l'oncologie pulmonaire. Le coeur du projet consiste à mettre au point un système d'intelligence artificielle capable de prédire la survie d'un patient atteint d'un cancer du poumon et de quantifier l'impact d'une cure d'immunothérapie sur la survie du patient.

Seront utilisées toutes les informations pertinentes à disposition pour réaliser la prédiction, sachant que les données sont hétérogènes : des images (PET et CT scans, lames histologiques), des données tabulaires (renseignements généraux du patient) et des données temporelles (historique médical et de traitement du patient). Pour prendre en compte cette hétérogénéité, sera développée une approche dite multimodale, nouvelle et très prometteuse, qui agrège ces différents types de données pour en tirer le meilleur parti. En outre, compte tenu du caractère très sensible des données de santé, une stratégie complète d'intelligence artificielle explicable et de confiance a été mis au point pour rendre les prédictions des algorithmes les plus sûres, compréhensibles et fiables possibles.

Au total le projet permettra le développement d'un logiciel à destination des établissements médicaux afin

de fournir une aide précieuse pour le diagnostic mais également pour la recherche médicale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de R&D	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

AI FOR HEALTH Projet CaPriCorn - INSTITUT CURIE

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Chef de projet	70,00 €	247	17 290,00 €
1b	Attaché de Recherche Clinique	59,00 €	170	10 030,00 €
1c	Ouvriers et opérateurs			
1d	Designers, ergonomes			
1e	Autres personnels d'appui au projet			
Total T1 :				27 320,00 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	5 464,00
2b	Achats consommés ou incorporés	
Total T2 :		5 464,00

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Propriété intellectuelle	
3b	Etude juridique	
3c	Etude de faisabilité	
3d	Etude de marché	
3e	Design	
3f	Recherche de partenaires	
3g	Sélection des coupes histologiques et numérisation des lames	67 216,00
3h	Autres prestations et sous-traitances	
Total T3 :		67 216,00

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	
Total T4 :		

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
Total T5 :		

Total des dépenses prévues		T1 + ... + T5 =	100 000,00
		Taux d'intervention	100%
		Subventio Régionale	100 000

DOSSIER N° 22001097 - Challenge AI for Health - Projet CaPrCoRN - Soutien à Magic Lemp

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400

Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	1 123 844,00 € HT	44,49 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAGIC LEMP

Adresse administrative : 21 RUE JEAN ROSTAND
91400 ORSAY

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Raphaël-David LASSERI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les partenaires souhaitent avancer aussi vite que possible sur le projet afin de pouvoir offrir un meilleur diagnostic et de meilleurs traitements aux patients dans les meilleurs délais + positionnement marché

Description :

Le projet CaPrCoRN (Calibration de Protocoles d'Immunothérapie Construits par Réseaux de Neurones) de collaboration entre l'Institut Curie et Magic LEMP a pour objet l'étude des possibilités apportées par l'intelligence artificielle dans le domaine de l'oncologie pulmonaire. Le coeur du projet consiste à mettre au point un système d'intelligence artificielle capable de prédire la survie d'un patient atteint d'un cancer du poumon et de quantifier l'impact d'une cure d'immunothérapie sur la survie du patient.

Seront utilisées toutes les informations pertinentes à disposition pour réaliser la prédiction, sachant que les données sont hétérogènes : des images (PET et CT scans, lames histologiques), des données tabulaires (renseignements généraux du patient) et des données temporelles (historique médical et de traitement du patient). Pour prendre en compte cette hétérogénéité, sera développée une approche dite multimodale, nouvelle et très prometteuse, qui agrège ces différents types de données pour en tirer le meilleur parti. En outre, compte tenu du caractère très sensible des données de santé, une stratégie complète d'intelligence artificielle explicable et de confiance a été mis au point pour rendre les prédictions des algorithmes les plus sûres, compréhensibles et fiables possibles.

Au total le projet permettra le développement d'un logiciel à destination des établissements médicaux afin

de fournir une aide précieuse pour le diagnostic mais également pour la recherche médicale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme R&D	1 123 844,00	100,00%
Total	1 123 844,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	623 844,00	55,51%
Subvention Région (sollicitée)	500 000,00	44,49%
Total	1 123 844,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche industrielle

Projet CaPriCoRN - Magic Lemp

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Ingénieurs et cadres	20,62 €	17 200	354 664,00 €
1b	Techniciens	17,00 €	1 720	29 240,00 €
1c	Ouvriers et opérateurs			
1d	Designers, ergonomes			
1e	Autres personnels d'appui au projet	20,00 €	4 440	88 800,00 €
Total T1 :				472 704,00 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	94 540,80
2b	Achats consommés ou incorporés	57 600,00
Total T2 :		152 140,80

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Propriété intellectuelle	50 000,00
3b	Etude juridique	30 000,00
3c	Etude de faisabilité	
3d	Etude de marché	50 000,00
3e	Design	25 000,00
3f	Recherche de partenaires	
3g	Laboratoires ou centres techniques	
3h	Autres prestations et sous-traitances	
Total T3 :		155 000,00

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	20 000,00
Total T4 :		20 000,00

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a	Frais collecte de données institut Curie	224 000,00
5b	Frais collecte de données Institut Mutualiste Montsouris	50 000,00
5c	Frais collecte de données autres CHU	50 000,00
5d		
5e		
Total T5 :		324 000,00

Total des dépenses prévues

T1 +...+ T5 =

1 123 844,80

**Taux d'intervention
Subvention Régionale**

**44,49%
500 000**

Annexe 2 : Convention Type Labo

CONVENTION TYPE N°
entre la Région Ile-de-France et XXX
relative au Projet XXX

Entre :

La Région d'Ile-de-France,

Sise au 2, rue Simone Veil, 93200 Saint-Ouen

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Dument habilitée à signer la convention par délibération N°CP xxx en date du XX

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

Laboratoire XXX

[Forme juridique de la personne morale ou de la SOCIETE] :

N° SIRET :

Code APE : 8542Z – Enseignement Supérieur

Sise :

Pour les laboratoires : Agissant au nom et pour le compte

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La mobilisation de la puissance de l'intelligence artificielle pour la santé des patients et pour favoriser l'émergence et la consolidation d'une filière industrielle constitue une priorité au titre de deux stratégies de la politique régionale en faveur de l'innovation :

- Le plan IA2021 annoncé en octobre 2018 et dans lequel la santé constitue l'un des domaines d'application prioritaire,
- La stratégie smart santé communiquée en septembre 2020 et où la valorisation des données de santé constitue l'un des axes prioritaires.

Dans ce contexte la Région, et XXX ont lancé, [date], un challenge à destination d'entreprises en mesure de répondre aux questions cliniques soumises par XXX sur la base d'un échantillon de données patients :

- [Challenge1]
- [Challenge2]
- ...

Après la tenue d'un jury d'experts [date], la (les) société/s YYY, pour le challenge de XXX, a été retenue pour monter un (x) projet collaboratif bénéficiant de subventions régionales selon les termes et conditions ci-après.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect de la délibération N°CR 2021-55 adoptée le 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier,

adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le BENEFCIAIRE s'engage à réaliser dans les délais définis à l'article 3, le programme correspondant à sa participation au Projet xxx et tel que décrit à l'annexe technique.

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFCIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5 et conformément aux montants de la Fiche Projet annexée à la présente convention, une aide d'un montant maximum de XXX €, sur la base suivante :

- Dépenses du programme du BENEFCIAIRE, telles que définies en annexe financière :
XXX € Hors Taxe.
- Assiette de l'aide retenue : XXX € Hors Taxe.
- Taux d'intervention : x%

La présente aide est accordée au BENEFCIAIRE sous forme d'une subvention.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFCIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai de XXX mois, à compter du date de démarrage du Projet, telle que présentée en annexe technique au Projet et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois,
- affecter exclusivement l'aide accordée aux dépenses prévues dans le programme et réalisées à compter du XXX.

ARTICLE 4 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat avec les entités présentées en annexe technique et annexe financière du Projet.

Le BENEFCIAIRE de la présente aide intervient en qualité de partenaire dudit projet.

Les partenaires gèreront le Projet en collaboration. A ce titre, ces derniers seront chargés d'organiser des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle et à transmettre à la Région Ile-de-France un rapport d'avancement du projet qui pourra être demandé lors des versements intermédiaires

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENTS

Les versements de la subvention régionale sont effectués dans le respect des dispositions suivantes. Chaque versement de subvention est effectué sur demande du BENEFCIAIRE.

5.1 Pour les versements intermédiaires :

5.1.1 Les demandes d'avances

Le BENEFCIAIRE peut demander une avance de 30 % de la subvention à compter de la notification de la présente convention ; il peut aussi bénéficier d'une deuxième avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois sous réserve de justification de l'utilisation de l'intégralité de la première avance versée.

Les pièces à fournir

- pour la première demande d'avance :

- ☐ une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- ☐ un plan de trésorerie du BENEFICIAIRE daté et signé par le représentant légal ou la personne habilitée. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- pour la seconde demande d'avance :

- ☐ une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- ☐ un plan de trésorerie du BENEFICIAIRE, visé par le représentant légal ou la personne habilitée, attestant d'un manque de trésorerie
- ☐ un état des dépenses, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE de la subvention ou la personne habilitée, attestant de la réalisation des dépenses relatives à l'avance précédente.

- 5.1.2 Les demandes d'acomptes :

Le BENEFICIAIRE peut effectuer une demande d'acompte sur la base des dépenses effectivement réalisées et acquittées. Les pièces à fournir sont les suivantes :

- ☐ une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- ☐ un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

5.2 Pour le versement du solde :

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par la Région, prononcé conformément aux stipulations de l'article 7.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- ☐ une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- ☐ un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Pour les BENEFICIAIRES de droit public, la signature du comptable public est requise,
- ☐ pour les BENEFICIAIRES de droit privé, un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, ainsi que la

signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- Pour les personnes morales de droit privé, un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 8.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Les structures BENEFCIAIRES de droit privé transmettent un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFCIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFCIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 12 ci-après vient à se produire ou s'il est estimé que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFCIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFCIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 6 : CADUCITE DE LA SUBVENTION

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le BENEFCIAIRE n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le BENEFCIAIRE établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date du premier appel de fonds, le BENEFCIAIRE dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 7 – RAPPORTS INTERMEDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

7.1.- Le BENEFCIAIRE adresse, à l'occasion des revues de projet prévues en préambule, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux à la Région pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

7.2.- Le constat de fin de programme peut être demandé par le BENEFCIAIRE, de manière anticipée, à la Région en cas d'abandon de sa participation au Projet.

En cas de déroulement normal du Projet le constat de fin de programme est remis au plus tard un an après la fin du Projet, telle que prévue en article 3.

7.3.- Au vu des documents fournis par le BENEFCIAIRE pour le solde du Projet :

- soit la Région constate l'achèvement du programme et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues en article 5.2,
- soit la Région constate l'inachèvement ou l'abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 7.4.

7.4.- En application des stipulations de l'article 13, la Région peut, à sa seule initiative, demander la restitution immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BENEFICIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé à l'article 7.2,
- non remise à la Région de tout ou partie des documents précisés à l'article 7.3,
- inachèvement ou abandon du programme constaté par la Région.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

8.1. - à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois tels que définis dans la lettre d'engagement signée par le représentant du bénéficiaire. Le BENEFICIAIRE saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,

8.2.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

8.3.- à tenir la Région immédiatement informée :

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes technique et financière :
 - o Modification de plein droit : à la double condition que les services de la Région n'aient pas fait opposition dans le délai d'un mois à compter de leur réception et que leur incidence sur chacun des postes de la répartition soit inférieure à 5 % du montant total du programme,
 - o Modification après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région : sur demande du BENEFICIAIRE, lorsque l'incidence de la modification, tout en excédant les seuils visés ci-dessus, reste inférieure, pour chaque poste concerné, à 15 % du montant total du programme.
 - o toute modification impactant le montant de la subvention, le taux d'intervention ou le montant total de l'assiette éligible à la subvention devra être préalablement approuvée par délibération CP

Dans l'hypothèse où le programme subit des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus est apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

Dans tous les cas, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés aux annexes technique et financière par d'autres équipements pourra entraîner, sur décision des services opérationnels de la Région, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

8.4.- à signer un contrat de collaboration avec les bénéficiaires et à le communiquer à la Région Ile de France. En l'absence de cette communication, les versements intermédiaires pourront ne pas être octroyés

8.5. - à fournir, concomitamment à la demande de solde :

- un rapport de fin de programme rédigé en commun avec le partenaire du projet, rendant compte :

- de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes)
 - de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme, en spécifiant les évolutions directement liées au Projet,
 - une attestation actualisée de régularité de sa situation fiscale et sociale,
 - seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par le commissaire aux comptes ou par un expert-comptable agréé.
- 8.6.- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné. Cette comptabilité et les documents afférents (justificatifs), ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,
- 8.7.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région avec un préavis de dix (10) jours ouvrés minimum, ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. La Région informe le BENEFICIAIRE que les autres BENEFICIAIRES solidaires sont engagés au même titre que le BENEFICIAIRE à se soumettre au présent contrôle,
- 8.8.- à participer aux revues de Projet et comité de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.
- 8.9.- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- 8-10.- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- 8-11- à respecter et promouvoir la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, dans le cas des bénéficiaires de droit privé.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU BENEFICIAIRE LIEES A SA QUALITE D'ORGANISME DE RECHERCHE

L'organisme de recherche soutenu par la Région dans le cadre du projet s'engage à transmettre à la Région l'ensemble des informations et pièces justificatives attestant de son statut d'organisme de recherche au sens de l'encadrement de la Commission sur les aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) 2014 / C198/01.

La Région procède, pendant la durée du projet, à un contrôle tenant au respect des conditions du statut d'organisme de recherche au sens de la réglementation européenne, en particulier de l'encadrement RDI 2014 / C198/01) et à la récupération des aides d'Etat trop perçues en cas de non-respect de ces conditions. '

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 11 – EVALUATION DES RETOMBEES DU PROJET – DUREE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date de notification de la subvention par la Région. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BENEFICIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFICIAIRE et l'expert ou que l'expert désigné est salarié d'une société en précontentieux ou contentieux avec le BENEFICIAIRE ou encore si l'expert est un salarié d'un concurrent du BENEFICIAIRE.

ARTICLE 12 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le BENEFICIAIRE de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au BENEFICIAIRE une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au BENEFICIAIRE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du BENEFICIAIRE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 13 – RESTITUTION EVENTUELLE

13.1.- Restitution de l'aide :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à la restitution de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

13.2.- Remise en cause du caractère collaboratif du Projet :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFCIAIRE s'engage à informer la Région de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, la Région se réserve le droit de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. La Région déterminera les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

13.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 12 ainsi que les articles 7.4, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFCIAIRE.

Les sommes versées au BENEFCIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de deux ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 8.8.

ARTICLE 14 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFCIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 15 – DUREE DE LA CONVENTION

Nonobstant sa date de signature par les Parties et les dates d'éligibilité des dépenses indiquées en article 3 ci-dessus, la convention entrera en vigueur lors du vote de la délibération N°CP xxx du xxx et demeurera en vigueur jusqu'à la date de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 16 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFCIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont :

- la présente convention
- les conditions générales de la convention d'application
- l'annexe technique
- l'annexe financière

ARTICLE 17 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le -----

M.

La Présidente de la Région Ile-de-France
ou son représentant

Agissant en qualité de

Annexe 3 : Convention Type entreprises

CONVENTION N°
entre la Région Ile-de-France et la société xxx
relative au Projet XXX

Entre :

La Région d'Ile-de-France,

Sise au 2, rue Simone Veil, 93200 Saint-Ouen

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Dument habilitée à signer la convention par délibération N°CP xxx en date du xxx

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

XXX

[Forme juridique de la personne morale ou de la SOCIETE]

N° SIRET : --- --- --- ---

Code APE :

Sise : [Adresse de l'établissement]

Représentée par M/Mme --- --- ---, agissant en qualité de --- --- ---

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La mobilisation de la puissance de l'intelligence artificielle pour la santé des patients et pour favoriser l'émergence et la consolidation d'une filière industrielle constitue une priorité au titre de deux stratégies de la politique régionale en faveur de l'innovation :

- Le plan IA2021 annoncé en octobre 2018 et dans lequel la santé constitue l'un des domaines d'application prioritaire,
- La stratégie smart santé communiquée en septembre 2020 et où la valorisation des données de santé constitue l'un des axes prioritaires.

Dans ce contexte la Région, et XXX ont lancé, [date], un challenge à destination d'entreprises en mesure de répondre aux questions cliniques soumises par XXX sur la base d'un échantillon de données patients :

- [Challenge1]
- [Challenge2]
- ...

Après la tenue d'un jury d'experts [date], la (les) société/s YYY, pour le challenge de XXX, a été retenue pour monter un (x) projet collaboratif bénéficiant de subventions régionales selon les termes et conditions ci-après.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect de la délibération N°CR 2021-55 adoptée le 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée.

L'aide accordée relève du régime cadre exempté de notification SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté

sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche industrielle.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 – OBJET

Le BENEFICIAIRE s'engage à réaliser dans les délais définis à l'article 3, le programme correspondant à sa participation au Projet XXX tel que décrit à l'annexe technique.

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5 et conformément aux montants de la Fiche Projet annexée à la présente convention, une aide d'un montant maximum de XXX €, sur la base suivante :

- Dépenses du programme du BENEFICIAIRE, telles que définies en annexe financière : XXX € Hors Taxe.
- Assiette de l'aide retenue : XXX € Hors Taxe.
- Taux d'intervention : XXX%

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFICIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai de XXX mois, à compter de la date de démarrage du Projet, telle que présentée en annexe technique au Projet et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois,
- affecter exclusivement l'aide accordée aux dépenses prévues dans le programme et réalisées à compter du XXX .

ARTICLE 4 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat avec les membres du consortium tels que définis en annexe technique.

Les partenaires gèreront le Projet en collaboration. A ce titre, ces derniers seront chargés d'organiser des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle et à transmettre à la Région Ile-de-France un rapport d'avancement du projet qui pourra être demandé lors des versements intermédiaires

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENTS

Les versements de la subvention régionale sont effectués dans le respect des dispositions suivantes. Chaque versement de subvention est effectué sur demande du BENEFICIAIRE.

5.1 Pour les versements intermédiaires :

5.1.1 Les demandes d'avances

Le BENEFICIAIRE peut demander une avance de 30 % de la subvention à compter de la notification de la présente convention ; il peut aussi bénéficier d'une deuxième avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois sous réserve de justification de l'utilisation de l'intégralité de la première avance versée.

Les pièces à fournir

- pour la première demande d'avance :
 - ☐ une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
 - ☐ un plan de trésorerie du BENEFICIAIRE daté et signé par le représentant légal ou la personne habilitée. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- pour la seconde demande d'avance :
 - ☐ une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
 - ☐ un plan de trésorerie du BENEFICIAIRE, visé par le représentant légal ou la personne habilitée, attestant d'un manque de trésorerie
 - ☐ un état des dépenses, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE de la subvention ou la personne habilitée, attestant de la réalisation des dépenses relatives à l'avance précédente.
- 5.1.2 Les demandes d'acomptes :

Le BENEFICIAIRE peut effectuer une demande d'acompte sur la base des dépenses effectivement réalisées et acquittées. Les pièces à fournir sont les suivantes :

- ☐ une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- ☐ un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

5.2 Pour le versement du solde :

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par la Région, prononcé conformément aux stipulations de l'article 7.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- ☐ une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- ☐ un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Pour les BENEFICIAIRES de droit public, la signature du comptable public est requise,
- ☐ pour les BENEFICIAIRES de droit privé, un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, ainsi que la

signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 8.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Enfin, les structures BENEFCIAIRES de droit privé transmettent un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFCIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFCIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 10 ci-après vient à se produire ou s'il est estimé que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFCIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFCIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 6 : CADUCITE DE LA SUBVENTION

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le BENEFCIAIRE n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le BENEFCIAIRE établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date du premier appel de fonds, le BENEFCIAIRE dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 7 – RAPPORTS INTERMEDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

7.1.- Le BENEFCIAIRE adresse, à l'occasion des revues de projet prévues en préambule, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux à la Région pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

7.2.- Le constat de fin de programme peut être demandé par le BENEFCIAIRE, de manière anticipée, à la Région en cas d'abandon de sa participation au Projet.

En cas de déroulement normal du Projet le constat de fin de programme est remis au plus tard un an après la fin du Projet, telle que prévue en article 3.

7.3.- Au vu des documents fournis par le BENEFCIAIRE pour le solde du Projet :

- soit la Région constate l'achèvement du programme et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues en article 5.2,
- soit la Région constate l'inachèvement ou l'abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 7.4.

7.4.- En application des stipulations de l'article 10, la Région peut, à sa seule initiative, demander la restitution immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BENEFCIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé à l'article 7.2,
- non remise à la Région de tout ou partie des documents précisés à l'article 7.3,
- inachèvement ou abandon du programme constaté par la Région.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

8.1 - à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, dans le cas des BENEFICIAIRES de droit privé.

8.2. - à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois tels que définis dans la lettre d'engagement signée par le représentant du BENEFICIAIRE. Le BENEFICIAIRE saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,

8.3.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

8.4.- à tenir la Région immédiatement informée :

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes technique et financière :
 - o Modification de plein droit : à la double condition que les services de la Région n'aient pas fait opposition dans le délai d'un mois à compter de leur réception et que leur incidence sur chacun des postes de la répartition soit inférieure à 5 % du montant total du programme,
 - o Modification après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région : sur demande du BENEFICIAIRE, lorsque l'incidence de la modification, tout en excédant les seuils visés ci-dessus, reste inférieure, pour chaque poste concerné, à 15 % du montant total du programme.
 - o toute modification impactant le montant de la subvention, le taux d'intervention ou le montant total de l'assiette éligible à la subvention devra être préalablement approuvée par délibération CP

Dans l'hypothèse où le programme subit des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus est apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

Dans tous les cas, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés aux annexes technique et financière par d'autres équipements pourra entraîner, sur décision des services opérationnels de la Région, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

8.5.- à signer un contrat de collaboration avec les Partenaires et à le communiquer à la Région Ile de France. En l'absence de cette communication, les versements intermédiaires pourront ne pas être octroyés

8.6. - à fournir, concomitamment à la demande de solde :

- un rapport de fin de programme rédigé en commun avec le partenaire du projet, rendant compte :

- de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes)
 - de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme, en spécifiant les évolutions directement liées au Projet,
 - une attestation actualisée de régularité de sa situation fiscale et sociale,
 - seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par le commissaire aux comptes ou par un expert-comptable agréé.
- 8.7.- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné. Cette comptabilité et les documents afférents (justificatifs), ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,
- 8.8.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région avec un préavis de dix (10) jours ouvrés minimum, ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. La Région informe le BENEFICIAIRE que les autres BENEFICIAIRES solidaires sont engagés au même titre que le BENEFICIAIRE à se soumettre au présent contrôle,
- 8.9.- à participer aux revues de Projet et comité de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.
- 8.10.- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 – EVALUATION DES RETOMBÉES DU PROJET – DUREE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date de notification de la subvention par la Région. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BENEFICIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFICIAIRE et l'expert ou que l'expert désigné est salarié d'une société en précontentieux ou contentieux avec le BENEFICIAIRE ou encore si l'expert est un salarié d'un concurrent du BENEFICIAIRE.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le BENEFICIAIRE de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au BENEFICIAIRE une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au BENEFICIAIRE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du BENEFICIAIRE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – RESTITUTION EVENTUELLE

11.1.- Restitution de l'aide :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à la restitution de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée aux structures de droit privé en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non-versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires

11.2.- Remise en cause du caractère collaboratif du Projet :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFICIAIRE s'engage à informer la Région de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, la Région se réserve le droit de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. La Région déterminera les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

11.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 10 ainsi que les articles 7.4, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

Les sommes versées au BENEFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de deux ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 8.8.

ARTICLE 12 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFICIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 13 – DUREE DE LA CONVENTION

Nonobstant sa date de signature par les Parties et les dates d'éligibilité des dépenses indiquées en article 3 ci-dessus, la convention entrera en vigueur lors du vote de la délibération N°CP XXX en date du XXX et demeurera en vigueur jusqu'à la date de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 15 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFCIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont :

- la présente convention
- les conditions générales de la convention d'application
- l'annexe technique
- l'annexe financière

ARTICLE 16 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le -----

M. XXX

Agissant en qualité de

La Présidente de la Région Ile-de-France
ou son représentant

Conditions générales de la convention d'application

ARTICLE 1 : Suivi de la présente convention d'application

Afin d'assurer le suivi du Projet ; il est instauré un comité de suivi, dont le secrétariat est assuré par la Région. Les partenaires du Projet sont présents à ce comité.

Le comité de suivi se réunira **une fois par an** et peut être réuni à la demande de l'une ou l'autre des parties ou du BENEFCIAIRE en cas de besoin, notamment dans les cas de modifications substantielles visés à l'article 2. Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu qui sera diffusé aux membres du comité.

Le Comité de suivi veille au bon déroulement du Projet. Il peut acter des modifications validées par l'ensemble de ses membres qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

Il est chargé de suivre :

- la réalisation scientifique et technique du programme,
- la réalisation financière du programme,
- l'impact sur l'emploi (industriel et académique) du projet (impact direct et impact indirect),
- le partenariat avec les PME, industriels et les laboratoires publics participants,
- les retombées fiscales induites pour les collectivités territoriales.

Le BENEFCIAIRE adresse les documents techniques relatifs à l'exécution du projet au secrétaire du comité de suivi.

Le BENEFCIAIRE s'engage en outre à adresser au secrétaire du comité de suivi les comptes rendus que celui-ci pourra demander sur l'état d'avancement du Projet et sur ses conséquences techniques et commerciales, et ce jusqu'au règlement final de la convention.

Un comité de suivi final précèdera toute demande de constat de fin de programme.

ARTICLE 2 : Modification du programme

Les modifications du programme altérant l'objet, les délais, et/ou la correcte exécution de la présente convention sont notifiées par écrit (courrier électronique ou courrier postal) par le BENEFCIAIRE et son partenaire à la Région et sont avalisées :

- par un avis favorable du comité de suivi du projet, lorsqu'il s'agit d'une demande de report de fin de programme,
- par un avenant à la présente convention pour toute autre modification.

Faute de conclusion d'un tel avenant ou de l'avis favorable du comité de suivi, la convention est soldée en l'état.

ARTICLE 3 : Sous-traitance

Sauf dérogation prévue dans les conditions particulières de la convention, il ne peut y avoir de sous-traitance entre partenaires d'un même projet ; les financeurs n'interviennent en rien dans les rapports que le BENEFCIAIRE entretient avec les sous-traitants éventuels du projet aidé, et leur responsabilité contractuelle ne saurait être engagée à ce titre.

ARTICLE 4 : Protection des résultats

Les opérations suivantes engagées dans le cadre du Projet conduit au titre de la présente convention, donnent lieu à information du comité de suivi :

- dépôt de brevets ;
- dépôt de certificat d'utilité ;
- dépôt de certificat d'addition ;
- cession de brevet ;

- licences octroyées à titre onéreux ou gratuit sur les brevets déposés, dans un délai de 5 ans après le dépôt de ces derniers / dans le délai du projet.

La Région se réserve le droit, à compter d'un an après l'information donnée au comité de suivi, de demander toute information complémentaire sur toute opération présentée au comité de suivi.

Dans le cas où la gestion des brevets, certificats d'utilité, certificat d'addition ou licences sur ces derniers ne serait pas mise en œuvre directement par le BENEFCIAIRE, ce dernier s'engage par ailleurs à ce que les informations délivrées au comité de suivi soient les plus fidèles, les plus exhaustives et les plus correctes possibles.

ARTICLE 5 : Publicité

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le BENEFCIAIRE s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le BENEFCIAIRE autorise, la Région à communiquer sur les éléments du Projet subventionné qui lui sont communiqués par le BENEFCIAIRE (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. Le BENEFCIAIRE et son partenaire informeront la Région lorsque les éléments communiqués relatifs au Projet présenteront des enjeux de confidentialité nécessitant que la Région ne les intègre pas dans les communications.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les résultats issus du Projet et sur lesdits éléments. Toute utilisation ou exploitation commerciale des résultats du Projet et des éléments qui lui sont communiqués par le BENEFCIAIRE et le partenaire du BENEFCIAIRE par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des BENEFCIAIRES de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le BENEFCIAIRE s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le BENEFCIAIRE dans sa démarche.

ARTICLE 6 : Avenants

Toute modification aux présentes, à l'exception de celle prévu à l'article 2 des conditions générales d'application, devra faire l'objet d'un avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional et signé par les parties.

Annexe 4 : Fiche projet Box Innov Santé

DOSSIER N° 22001536 - Association Incubateur Paris Biotech Santé - Projet Box Innov Santé

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400

Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	139 726,54 € HT	40,00 %	55 890,00 €
	Montant total de la subvention		55 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION INCUBATEUR PARIS
BIOTECH SANTE

Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT GERMAIN
75006 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Christine CLERICI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2017 - 2 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet qui devait être financé en 2020, et pour lequel était déjà prévu un démarrage anticipé avec une date d'éligibilité des dépenses alors prévue au 02/01/2017.

Description :

Suite à une erreur, désaffectation du précédent dossier et création de ce nouveau dossier. Le projet en lui-même ne change pas, et présente les caractéristiques suivantes :

Le projet BOX INNOV SANTE, porté par PARIS BIOTECH SANTE (PBS) s'adresse aux projets et aux entreprises accompagnés au sein de l'incubateur et hébergés dans la pépinière qui développe les produits notamment dans les domaines d'innovations stratégiques suivants : ingénierie des systèmes complexes et logiciels et création numérique appliquée à la santé humaine et des dispositifs médicaux.

L'enjeu réglementaire et l'expérimentation au sens large sont fondamentaux, techniques et spécifiques au domaine de la santé et constituent les conditions de réussite de tout projet innovant par la création d'entreprise. L'ambition de PBS est de créer un nouvel outil partagé et dédié au parcours d'innovation des entrepreneurs via un site intranet. Le besoin financier s'élève à 140 000 euros sur trois ans.

Les entrepreneurs pourront, pour chacun des deux domaines, y trouver sur la base de supports vidéo :

- une description des étapes nécessaires au développement en collaboration avec les partenaires institutionnels ou professionnels du domaine
- un descriptif des enjeux et des exigences par les grands témoins industriels ou assureurs, hospitaliers.

Dans la perspective de l'accueil de nouvelles entreprises dans la pépinière PARIS SANTE COCHIN qui double sa capacité d'hébergement en juillet 2017, l'objectif est enfin de favoriser les collaborations R&D et de dynamiser la mise sur la marché des innovations avec l'ensemble des partenaires actuels et futurs de PARIS BIOTECH SANTE.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement : prestations externes et dépenses de personnel	139 726,54	100,00%
Total	139 726,54	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	83 836,54	60,00%
Subvention Région (sollicitée)	55 890,00	40,00%
Total	139 726,54	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 5 : Convention Box Innov Santé

Convention N°22001536
Entre la région Île-de-France et Association Paris Biotech Santé

La région Île-de-France,
dont le siège est situé 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la
délibération n° CP 2022-046 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASSOCIATION INCUBATEUR PARIS BIOTECH SANTE
dont le statut juridique est Association
N° SIRET : 434969317 - 00024 Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au 85 Boulevard Saint Germain 75006 ayant pour représentant
légal Madame Christine CLERICI, ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE-IEJ Ile-de-France et Bassin de Seine,
le comité régional de programmation en date du 10/04/2015 a attribué au bénéficiaire une
subvention au titre du Fond Social Européen pour la réalisation de l'opération intitulée «
Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique ».

Lors de l'examen des demandes de paiement déposées au titre de la subvention européenne,
des dépenses ont été jugées éligibles et ont été écartées conformément aux dispositions du
règlement (UE) n° 1303/2013. Le montant attendu et non versé de la subvention européenne
est de 55 890 EUR.

Le bénéficiaire a sollicité la Région pour obtenir un soutien financier équivalent au montant de
la subvention européenne attendue et non versée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des
règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil
Régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et
financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR
01-16 du 21 janvier 2016 modifiée.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :
règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à
l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux
aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE)
2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020.

OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2022-046 du 28 janvier 2022, la région Île-de-France a décidé de soutenir ASSOCIATION INCUBATEUR PARIS BIOTECH SANTE.

Elle accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement correspondant à 40 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 139 726,54 € soit un montant maximum de subvention de 55 890 €.

ARTICLE 1 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

L'organisme s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'Article 1.

1.1 OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

1.2. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- a) Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- b) Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- c) Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- d) Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- e) Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives. f) Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

1.3. OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique

régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

1.4. OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

1.5. OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter **2** stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. Le bénéficiaire saisira l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

2.1. CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

2.2. MODALITÉS DE VERSEMENT

La subvention régionale fait l'objet d'un seul versement effectué après demande du bénéficiaire comprenant les pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Un compte rendu financier de l'action pour lequel un financement européen avait été demandé. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque

l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné ;

- Un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaille notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- La production de justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 1.5 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France

2.3. RÉVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention est révisé en proportion de la justification des dépenses du projet pour lequel un financement européen avait été demandé.

2.4. ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date du dépôt de la demande de financement européen et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 2.1 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

ARTICLE 4 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision. Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants. Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours. Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en deux exemplaires originaux,

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Pour le bénéficiaire,
Signature

Annexe 6 : Avenant de transfert HappyHand2

AVENANT N° 1 À LA CONVENTION N°15012438

AVENANT DE TRANSFERT

Objet de la convention : Projet coopératif de Recherche et Développement HappyHand2
du pôle SYSTEMATIC – FUI 19

La Région Ile-de-France,
sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen sur Seine

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP2022-046 du 28 janvier 2022,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Gexpertise Conseil

SAS
N° SIRET : 401194436 00036
Code APE : 71.12A
Sise : 6 rue Wolfenbuttel – 92310 Sevres

Désigné(e) ci-après par le « Cédant»

Et

Gexpertise SAS

N° SIRET : 508 008 984 00025
Code APE : 71.12B
Sise : 6 rue Wolfenbuttel – 92310 Sevres

Coordonnées bancaires

IBAN • FR76 3007 6020 6315 3629 0020 017
BIC-ADRESSE SWIFT• NORDFRPP

Désigné ci-après le « Cessionnaire »

APRES AVOIR RAPPELE :

Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention,

Les stipulations de la convention 15012438 conclue le 9 juillet 2015, entre la Région et Gexpertise Conseil sont transférées à Gexpertise SAS pour les raisons ci-dessous.

Par délibération n° CP 2015-519 du 9 juillet 2015, la Région a ainsi accordé à la société Gexpertise Conseil une subvention de 243 818,13 € (convention n°15012438) pour sa participation au projet de R&D collaboratif HappyHand2.

Suite à une restructuration capitalistique au sein du Groupe Gexpertise, il est proposé de signer un avenant pour acter du transfert des obligations et du reliquat de subvention, soit 128 655,54€ à Gexpertise SAS.

Considérant la reprise du projet de R&D HappyHand2, visant à améliorer la mobilité des personnes présentant de manière permanente ou temporaire des difficultés de locomotion, sans dépendre d'un véhicule (le leur ou celui d'un tiers) par Gexpertise SAS, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2022-046 du 28 janvier 2022, décidé de lui transférer le reliquat non versé de la subvention attribuée initialement à Gexpertise Conseil par la délibération n° CP 2022-046 du 28 janvier 2022.

Les parties s'entendent ainsi pour signer une convention de transfert pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert du reliquat de la subvention à Gexpertise SAS, pour un montant de 128 655,54€ correspondant au solde de la subvention initiale de 243 818,13€ représentant 22,5 % des dépenses éligibles estimées à 1 083 636,12 €.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Le projet HappyHand2, initialement porté par Gexpertise Conseil est désormais porté par Gexpertise SAS, qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention conclue entre la Région et Gexpertise Conseil.

ARTICLE 2 : ATTRIBUTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION INITIALE AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 2015-519 en date du 9 juillet 2015 de Gexpertise Conseil vers Gexpertise SAS qui reprend le projet et le réalise. Gexpertise SAS s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de Gexpertise Conseil à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'acomptes/avance d'un montant de 115 162,59 €.

Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à la délibération n° CP 2015-519, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 128 655,54€

Les délais de caducité courent à compter de la date d'attribution de la subvention par délibération n° CP 2015-519 en date du 9 juillet 2015.

ARTICLE 3 : SUBSTITUTION DU NOUVEAU BENEFICIAIRE AU BENEFICIAIRE INITIAL

Dans tous les articles de la convention, le terme ' bénéficiaire ' désigne Gexpertise SAS.

ARTICLE 4 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Les pièces contractuelles comprennent la convention n°15012438, la présente convention,

Fait à Saint Ouen, en trois exemplaires, le

La Présidente du
Conseil régional d'Ile-de-France

Le représentant légal du cédant

Le représentant légal
du cessionnaire